

reviendrons demain. Je tiens à désigner vendredi journée de l'opposition et c'est pour cela que j'ai demandé la parole.

• (1720)

M. Deans: Monsieur le Président, je tiens à assurer au leader parlementaire du gouvernement que, comme il peut le constater lui-même vu sa position avantageuse, nous travaillons extrêmement dur pour essayer d'adopter ce projet de loi, mais qu'il semble bien que ce soit là une tâche qui excède les forces de l'opposition.

* * *

LA LOI SUR INVESTISSEMENT CANADA

MESURE D'ÉTABLISSEMENT

La Chambre reprend l'étude du projet de loi C-15, concernant l'investissement au Canada, dont le comité permanent de l'expansion économique régionale a fait rapport avec des propositions d'amendement ainsi que des motions n° 1 de M. Axworthy et n° 2 de M. Langdon. (p. 4001).

M. Ray Skelly (Comox-Powell River): Monsieur le Président, en fait, ce n'est pas un plaisir que de prendre la parole au sujet du projet de loi C-15. Comme le leader parlementaire du parti conservateur nous l'a signalé, le projet de loi C-15 est une véritable catastrophe. Il reconnaîtra manifestement que l'une des modifications les plus importantes qu'il faudrait apporter au projet de loi serait celle qui viserait à en changer le titre pour «Mainmise Canada» ou «Canada au rabais». Je suis impatient de débattre pareille modification tard l'an prochain, si la Chambre continue de faire preuve de conscience professionnelle au point de ne pas autoriser l'adoption du projet de loi.

Je crois que les députés sont pour la plupart d'avis que le projet de loi va vraiment avoir pour effet d'ouvrir le Canada aux investisseurs étrangers et, partant, d'ouvrir la voie à la mainmise étrangère. Il est intéressant d'entendre les conservateurs avouer qu'ils estiment que les Canadiens ne sont pas aptes à faire le travail qui doit être fait et qu'ils sont disposés à céder la place à d'autres. Comment peut-on imaginer qu'un groupe de personnes qui sont fières d'être des Canadiens et professent leur foi dans leur pays et dans l'esprit d'initiative des entreprises canadiennes, puissent souhaiter qu'on ouvre toutes grandes les vannes à la mainmise étrangère sur notre économie.

Le gouvernement n'a pas le courage de faire preuve de détermination, de mettre notre pays littéralement sur pied et d'aider ceux qui veulent y investir. Le gouvernement manque de prévoyance. Il ne voit pas le potentiel du Canada. Je pense que cela augure assez mal pour les quatre prochaines années.

Compte tenu des mesures qui ont déjà été prises, y compris le projet de vendre le Canada, je suppose que le gouvernement ne cherchera pas un deuxième mandat. Il ne le méritera sûrement pas s'il est incapable de faire preuve d'un peu plus d'imagination et d'initiative.

Je crois que la chose la plus déplorable c'est de ne pas avoir confiance dans son pays. Car nous avons déjà les capitaux et les ressources humaines. S'ils en avaient l'occasion, les investisseurs canadiens pourraient investir dans les activités industrielles et économiques appropriées, créer énormément d'emplois et remettre le Canada sur la voie de la relance.

Investissement Canada—Loi

Soit dit en passant, je crois qu'il ne faut pas tenir compte des antécédents du projet de loi. L'actuel chef du parti conservateur et premier ministre du Canada (M. Mulroney) a donné la preuve des limites de sa pensée. Il faut se rappeler que, précédemment, il était président de l'Iron Ore Company of Canada.

M. Hnatyshyn: J'en suis le président.

M. Skelly: Le leader parlementaire affirme qu'il est le président, mais pas le président de l'Iron Ore Company of Canada. Étant un homme d'intégrité, il n'aurait jamais laissé cette richesse nous glisser entre les doigts au gré des caprices de la société propriétaire américaine. L'hon. monsieur n'était pas seulement président de l'Iron Ore Company of Canada, il faisait partie du conseil d'administration de la société mère américaine. Voilà une situation de conflit intéressante. Qui représentait-il au juste? Les intérêts du Canada ou ceux des propriétaires américains au Canada? Je me demande si le projet de loi à l'étude ne reflète pas d'une certaine façon la tournure d'esprit du premier ministre du Canada. Au moment où il présidait la société, de nombreux Canadiens ont dû se dire qu'il était sérieusement en conflit d'intérêts, que les intérêts du Canada le préoccupaient peu lorsqu'il a présidé au démantèlement de l'industrie du minerai de fer.

Il semble également que ce n'était pas l'absence du minerai de fer dans la région qui était en cause—certains ont prétendu que l'exploitation n'était pas rentable—mais plutôt qu'on n'a pas entrepris assez d'autres exploitations au Canada. Il était plus commode pour les propriétaires américains d'ouvrir de nouvelles mines et d'importer du minerai du Brésil au lieu de poursuivre leur activité au Canada. Il faut aussi noter que la société n'a pas tenté de rentabiliser son exploitation au Canada. Peut-être ne faudrait-il pas s'étonner que le gouvernement manque d'imagination, qu'il n'ait pas le courage de mobiliser les Canadiens et diriger fermement l'économie.

Depuis des années, le NPD fait de nombreuses propositions toutes avantageuses pour le Canada, par exemple la maîtrise de son économie, la transformation accrue de ses richesses naturelles, la création d'industries secondaires tout en s'assurant que le Canada retire de bonnes recettes fiscales.

Les banques canadiennes ont donné le mauvais exemple. Elles affichent une tendance plutôt conservatrice. Les banques canadiennes ont joué un rôle très néfaste vis-à-vis de la mainmise étrangère au Canada. Il fut un temps—et cela va durer aussi longtemps que les conservateurs seront au pouvoir—où les Américains n'avaient pas à investir au Canada. Il leur suffisait d'utiliser leurs avoirs américains comme garanties pour emprunter des fonds canadiens en vue d'acquérir des entreprises canadiennes. De cette manière, ils pouvaient s'arroger la haute main sur notre économie, sans y investir vraiment. C'est ainsi que les choses se sont passées.

Le Parlement n'a pas été à la hauteur de ses responsabilités à l'égard des Canadiens parce qu'il n'a pas su voter une loi des banques favorable aux Canadiens et non aux banquiers et à une petite élite de la société. Les banques ont eu toute la liberté d'intervenir dans l'économie et de contribuer à la vendre à l'étranger. Avec l'actuel gouvernement conservateur, je crains que cette tendance ne s'aggrave, surtout après l'adoption du projet de loi à l'étude.